

Publié le 16 mars 2018

## Déradicalisation : il faudrait toucher aux racines !

Depuis les attentats de Mohammed Merah (mars 2012), le thème de la «déradicalisation» s’invite régulièrement dans les discours politico-médiatiques. Selon un bilan d’étape d’une mission d’information sénatoriale de février 2017, « la prise en charge de la déradicalisation en France est un “échec” ». Au mois de juillet suivant, après moins d’un an d’existence, l’unique centre de déradicalisation sur notre territoire fermait ses portes. Qu’en sera-t-il du programme «RIVE» ?

Qui connaît le programme RIVE, un acronyme qui signifie «Recherche Intervention contre la Violence Extrémiste» ? C’est en fait un des volets du plan de lutte contre la radicalisation en prison lancé en octobre 2016 par le gouvernement d’alors, sous l’égide du ministère de la Justice. Programme lancé dans le plus grand secret – on n’en a entendu parler que récemment, en novembre 2017 : il vise à un désengagement de la violence pour favoriser une réinsertion dans la société de façon structurée et encadrée par des spécialistes. C’est une initiative qui a eu peu de publicité, alors que, en parallèle, beaucoup d’initiatives non coordonnées et à l’efficacité relative avaient été lancées, parmi lesquelles le centre de déradicalisation situé à Pontourny, en Indre-et-Loire, dont le fonctionnement avait été critiqué par un rapport sénatorial en juillet 2017 et aussi un «Centre de Prévention contre les Dérives Sectaires liées à l’Islam<sup>1</sup>».

### Théocratie contre démocratie

Telle que définie sur le site gouvernemental «stop-djihadisme<sup>2</sup>», la radicalisation djihadiste est portée par la volonté de remplacer la démocratie par une théocratie basée sur la loi islamique, en ayant recours à la violence et aux armes.

Au mois de février, le gouvernement français a lancé une nouvelle série de mesures pour lutter contre la déradicalisation, un programme «tous azimuts» tellement le spectre en est large :

- Dans les prisons, meilleure détection et prise en charge des détenus radicalisés, les TIS (terroristes islamistes en détention) et des prisonniers de droit commun identifiés comme «radicalisés». Sont concernées 1 500 personnes environ, avec à terme la création d’autant de places dans des quartiers «étanches», dans 78 établissements, l’objectif étant d’éviter que d’autres prisonniers soient radicalisés.
- Création de trois «centres de jour» à Marseille, Lyon et Lille, après l’échec de Pontourny, qui seraient en quelque sorte le développement du programme RIVE mentionné précédemment, pour assurer une déradicalisation effective.

---

1 - Voir [cpdsi.fr](http://cpdsi.fr).

2 - [stop-djihadisme.gouv.fr](http://stop-djihadisme.gouv.fr) : site de prévention et de décryptage de la radicalisation et du terrorisme djihadiste. Numéro vert : 0800 005 696.

- Meilleure prise en charge des «revenants» mineurs, ceux qui sont revenus de la zone syro-irakienne ces derniers mois, environ 70 jeunes qui sont pour leur quasi-totalité âgés de moins de 13 ans (et les trois quarts moins de huit ans), et qui nécessitent un important suivi psychologique.
- Mise à l'écart des fonctionnaires radicalisés, en particulier parmi les militaires et les policiers.
- Meilleur contrôle des écoles hors contrat, avec un durcissement des conditions d'ouverture, mesure qui avait suscité beaucoup d'émoi, car pouvant rendre particulièrement compliquée la création de petites structures par des familles bien intentionnées.
- Mise sous pression des réseaux sociaux, afin de permettre le retrait de contenus illicites d'une façon très rapide, c'est-à-dire en une heure.
- Arrêt des dérives dans les milieux sportifs, par un meilleur contrôle des activités, afin de prévenir l'entrisme des milieux islamistes.

## **Des actions, oui, mais vers un cap incertain**

Cet attirail de mesures permettra-t-il d'atteindre l'objectif fixé ? On ne le sait pas, car l'objectif lui-même ne semble pas clair. Que veut-on réellement ?

«Déradicaliser» implique que, face à un excès, il faut revenir à une situation plus normale, mais laquelle ? Dans une société où maintenant tout est relatif, il faudrait avoir défini un niveau de référence, ce qui ne semble pas être le cas, car il faudrait alors parler de «critères de déradicalisation» applicables aux pensées, aux propos, aux intentions, aux gestes, etc. D'ailleurs, le mot «déradicaliser» porte en lui même quelque chose de violent, cette même violence qui est dans la radicalisation que l'on veut éliminer.

Le risque n'est-il pas de rendre tout cela un peu plus acceptable ? À force d'en parler, de dire que cela existe, qu'on n'y peut pas grand-chose malgré beaucoup d'efforts, on est peut-être en train de rendre cette radicalisation plus tolérable.

## **Une lutte sans fin ?**

Combien d'argent aura été dépensé dans ces nombreux plans et mesures mis en place, alors que le risque terroriste lié à la radicalisation djihadiste reste bien présent ? Le plan Vigipirate est toujours actif, et, actuellement, il est au niveau «Sécurité renforcée risque d'attentat sur l'ensemble du territoire<sup>3</sup>», et le nombre de fichés S ne semble pas diminuer.

C'est peut-être un combat sans fin, et il serait urgent de comprendre les raisons historiques, politiques qui, bien malgré elles, favorisent le développement et le maintien de tels extrémismes que nos démocraties ne comprennent pas. Notre rythme démocratique associé aux changements de cap de nos politiques extérieures ne favorise pas une action sur le long terme.

Nous ne pourrions pas vivre éternellement sous cette menace terroriste. Alors, il faudra se résoudre à aller au-delà des actions dans les domaines de la répression, du judiciaire, du correctif, pour

---

3 - Voir [site de la Préfecture de Police](#).

comprendre l'origine et le développement de ces dérives au sein même de la société sans se limiter à chercher des explications ailleurs, dans les zones de conflits armés par exemple. Traiter le problème à la racine nécessitera de se poser des vraies questions dans les domaines éducatif, culturel, religieux, etc.

Il y a eu Al Qaida, puis l'EI, organisation autoproclamée qui a de fait gagné ses «lettres de noblesse», car on ne sait l'appeler autrement que «État islamique», légitimant ainsi ce que nous voudrions lui refuser. Et quand l'EI disparaîtra, qui prendra la relève ?

Alexandre Germain

Retrouvez cet article sur [srp-presse.fr](http://srp-presse.fr)